

Baumol en Europe : la maladie est-elle pire que le remède ?

Depuis le début des années 2000, l'Europe a cru pouvoir tricher avec la loi de Baumol. Face à la montée des coûts inhérente à une société de services vieillissante, mais aussi rattrapée par des gains de productivité très importants dans les autres économies mondiales, dont la Chine, nos dirigeants ont choisi la solution de facilité : la compression des salaires réels et la recherche de la compétitivité-prix. Efficace pendant un temps, ce choix s'est avéré désastreux à long terme, et se traduit par une désindustrialisation à marche forcée aujourd'hui. Pour les pays européens, la solution viendra de l'avènement de nouvelles sources de croissance de la productivité, et de la recherche d'une coordination renouvelée entre les Etats membres de l'Union européenne.

L'Europe offre aujourd'hui le spectacle d'une puissance économique paralysée, prise au piège de mécanismes structurels qu'elle n'a su ni anticiper ni endiguer : une société vieillissante et qui n'arrive plus à représenter une compétition viable pour ses adversaires économiques. Le Vieux Continent semble subir l'histoire plutôt que de l'écrire. Est-ce une fatalité ? Cet article se propose d'expliquer comment l'Europe s'est retrouvé dans cette impasse et dessine de grandes pistes pour s'en sortir.

Un problème pour les pays européens : Baumol en économie ouverte

La maladie des coûts de Baumol lie la tertiarisation de la structure productive avec une augmentation des coûts. Théorisée dans les années 1960, la loi de Baumol part d'un constat simple mais contre-intuitif : le prix des biens s'effondre au fil du temps, alors que celui des services explose. Selon William Baumol et William G Bowen dans un article originellement dédié au monde du spectacle¹, la raison réside dans un différentiel de productivité. Dans l'industrie qui produit les biens, le progrès technique permet de produire toujours plus avec moins de ressources. À l'inverse, dans les services, le facteur humain est souvent incompressible : il faut toujours quatre musiciens et quarante minutes pour jouer un quatuor de Beethoven, exactement comme au XIX^e siècle. Les gains de productivité y sont donc plus lents. Cela génère un problème lorsque les secteurs sans productivité doivent aligner leurs salaires sur ceux de l'industrie pour continuer à attirer de la main-d'œuvre : leurs coûts relatifs s'envolent alors mécaniquement, sans qu'aucune amélioration de l'efficacité ne vienne compenser la dépense. Au fur et à mesure, cela entraîne une baisse de l'importance économique (mais pas forcément « matérielle ») des secteurs producteurs de bien au profit des secteurs des services, mais également une baisse de la croissance de la productivité².

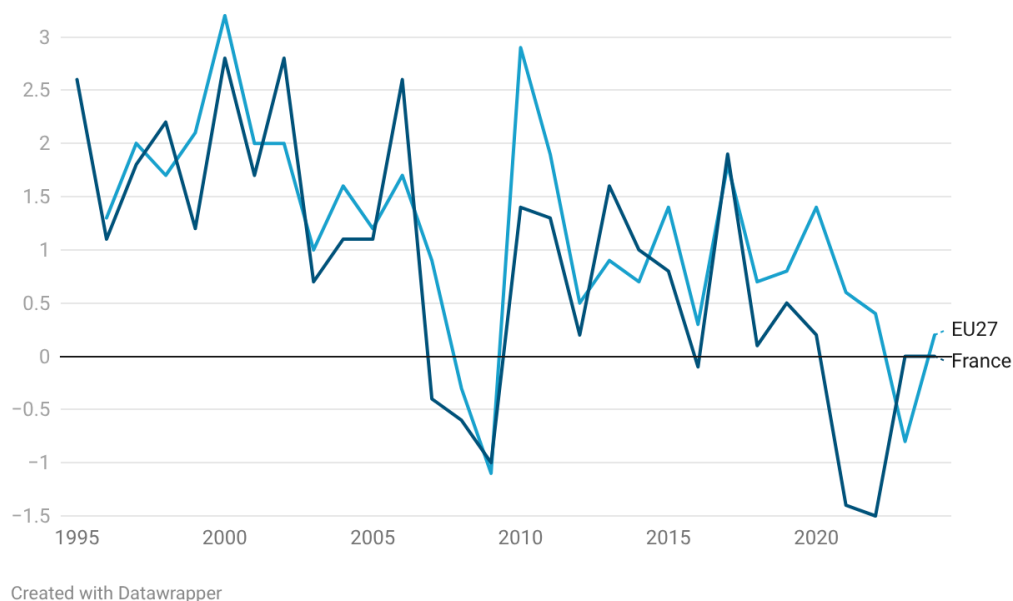
La théorie de Baumol et Bowen se pense originellement pour comparer des secteurs en économie fermée, mais elle doit aussi se réinterpréter dans une économie mondialisée.

¹ Baumol, W. J.; Bowen, W. G. (1965). "On the Performing Arts: The Anatomy of Their Economic Problems". *The American Economic Review*. **55** (1/2): 495–502.

² Nordhaus, W. D. (2008). Baumol's Diseases: A Macroeconomic Perspective. *The BE Journal of Macroeconomics*, 8(1), 1-39.

Depuis les années 1990, les pays développés connaissent un vieillissement démographique de plus en plus important et une croissance de la productivité en berne (voir Graphique 1), en partie du fait de cette première évolution. Mais en même temps, les secteurs industriels des pays en développement, dont la Chine, ont connu des gains de productivité massifs qui ont dicté l'évolution des prix mondiaux des biens manufacturés. Une maladie de Baumol de nature différente émerge : les pays européens connaissent une inflation domestique sur les services (santé, logement) à cause d'une augmentation des besoins liée notamment au vieillissement de la population. Mais en même temps, ils doivent faire face à une pression déflationniste importée sur les salaires. Ce cisaillement a appauvri et déclassé la classe moyenne européenne : nous sommes en compétition mondiale sur nos salaires, mais captifs localement sur nos dépenses. D'un côté, cela sauve donc les pays européens du processus d'enclenchement de la maladie de Baumol domestiquement, la croissance des salaires dans les secteurs producteurs de bien ne tire plus les salaires dans les services. De l'autre, elle le fait tomber dans un piège encore plus perfide.

Graphique 1 – Croissance de la productivité horaire du travail en France et en Europe depuis 1995



Source : Eurostat.

Lecture : En 2024, la croissance réelle de la productivité horaire du travail était de 0% en France et de 0,2 dans l'Union Européenne.

La recherche de la compétitivité-prix : un répit de courte durée, mais un cercle vicieux à plus long terme

Face à la compétition internationale, les pays européens ont cherché à comprimer les coûts de main d'œuvre ou bien ont délocalisé leurs productions. Dès les années 1990, les pays européens ont cherché à limiter l'augmentation des coûts du travail dans leur processus de production. Cette évolution s'est faite de différentes façons : par des politiques d'exonération de

cotisation en France³, les réformes Hartz en Allemagne, les lois de libéralisation du marché du travail en Italie, etc. Mais son autre avatar est aussi une délocalisation de nombreuses activités, soit dans les pays d'Europe de l'Est, ce qui explique une partie des bonnes performances allemandes⁴, mais aussi, et c'est le cas des multinationales françaises, dans les pays en développement : [en 2016, l'emploi à l'étranger des multinationales françaises représentait 65 % de l'emploi manufacturier sur le sol français](#).

Mais le mouvement de délocalisation et de désindustrialisation a accentué la baisse de la croissance de la productivité dans les pays européens. En délocalisant, les multinationales ont détruit des emplois⁵, mais aussi délocalisé une partie des sources des gains de productivité domestique à l'étranger. C'est dans usines chinoises ou malaisiennes que se développent alors les prochaines innovations de pointe et les nouvelles façons de produire efficacement. Dans *Breakneck: China's Quest to Engineer the Future*, Dan Wang démontre par exemple qu'en Chine, la proximité physique entre les ingénieurs et les chaînes de montage a permis des cycles d'itération et d'amélioration ultra-rapides des processus de production. En perdant ses usines, l'Europe n'a donc pas seulement perdu des emplois ouvriers, elle a perdu sa capacité à résoudre les problèmes complexes d'ingénierie qui ne se révèlent qu'au moment de la production de masse. Résultat : la Chine ne se contente plus d'assembler, elle définit désormais les standards industriels de demain (batteries, véhicules électriques, drones, etc.) parce qu'elle est la seule à maîtriser l'ensemble du processus de production, de l'idée au produit fini.

Les politiques de baisse du coût du travail ont fait le reste. Elles ont agi comme un anesthésiant sur le tissu productif européen. En cherchant à réduire le coût du travail, les pays européens ont involontairement désincité l'investissement dans l'innovation et figé leur structure industrielle. L'Allemagne se distinguait précisément dans les années 1990 par le refus de jouer sur cette marge⁶, ce qui a permis des gains de productivité importants à l'époque, mais elle a abandonné cette approche ensuite. Ce choix de la facilité a créé un cercle vicieux entre faible croissance de la productivité et des salaires. Pourquoi une entreprise s'endetterait-elle pour investir dans son capital productif si elle peut embaucher une main-d'œuvre flexible et bon marché ? Au lieu de monter l'échelle technologique, l'Europe a donc choisi d'élargir sa base de production d'origine et d'avantager la compétition interne. Résultat, les mêmes entreprises qui dominaient l'innovation européenne en 2003, le font toujours en 2022, comme le montre la Table 1, issu du Rapport Draghi en 2024.

³ Voir par exemple à ce sujet [notre entretien](#) avec Clément Carbonnier à propos de son dernier ouvrage, *Toujours moins ! L'obsession du coût du travail ou l'impasse stratégique du capitalisme français* (La Découverte, octobre 2025).

⁴ Dustmann, C., Fitzenberger, B., Schönberg, U., & Spitz-Oener, A. (2014). From sick man of Europe to economic superstar: Germany's resurgent economy. *Journal of economic perspectives*, 28(1), 167-188.

⁵ Malgouyres, C. (2017). The impact of Chinese import competition on the local structure of employment and wages: Evidence from France. *Journal of Regional Science*, 57(3), 411-441.

⁶ Vitols, S. (1997). German industrial policy: An overview. *Industry and Innovation*, 4(1), 15-36.

Table 1 – Top 3 des entreprises investissant le plus dans la recherche et le développement entre 2003 et 2022

Top 3 R&D spenders and their industries in the EU and the US			
	2003	2012	2022
US	Ford (auto)	Microsoft (software)	Alphabet (software)
	Pfizer (pharma)	Intel (hardware)	Meta (software)
	GM (auto)	Merck (pharma)	Microsoft (software)
EU	Mercedes-Benz (auto)	VW (auto)	VW (auto)
	Siemens (electronics)	Mercedes-Benz (auto)	Mercedes-Benz (auto)
	VW (auto)	Bosch (auto)	Bosch (auto)

Source : Rapport Draghi (2024).

Ce double mouvement a accéléré le ralentissement des économies européennes au lieu de le retarder. Pour commencer, les réformes du marché du travail dans les années 90 et 2000 n’ont rien fait pour retarder le vieillissement démographique, ni l’augmentation des coûts, voir l’ont aggravé en faisant baisser le taux de fertilité et retardant la mise en couple en précarisant le marché du travail.⁷ Ensuite, ces politiques, et les délocalisations, ont participé à réduire encore plus la croissance de la productivité, condamnant les pays européens à une croissance molle et à une dépendance accrue aux exportations, puisque la demande interne, comprimée par une croissance des salaires faible, ne pouvait plus jouer son rôle de moteur. L’Europe garde le symptôme, une faible croissance potentielle, sans la maladie (de Baumol).

Un autre remède à la baumolisation de l’Europe

Ce diagnostic n’est pas nouveau, on le retrouve dans le rapport Draghi en 2024. Dans un discours remarqué en décembre 2024 à la conférence annuelle du CEPR (Centre for Economic Policy Research) à Paris, Mario Draghi a en effet opposé deux types de compétitivité. D’un côté, il a expliqué la faiblesse structurelle des pays européens depuis le début des années 2000 par une erreur stratégique : la recherche de la compétitivité prix grâce à une croissance salariale faible. Cette approche a, selon lui, conduit à une faiblesse persistante de la demande intérieure et de l’investissement, freinant ainsi la croissance économique. Elle a aussi rendu les pays européens dépendants aux exportations, ce qui les a trop exposés aux chocs externes et aux évolutions de la demande mondiale, avec les conséquences que nous connaissons. À l’inverse, selon l’ancien président de la BCE, la compétitivité européenne devrait être fondée sur une seconde vision : des investissements massifs, une politique industrielle ambitieuse et le renforcement du marché intérieur.

⁷Landaud, F. (2021). From employment to engagement? Stable jobs, temporary jobs, and cohabiting relationships. *Labour Economics*, 73, 102077.

Passer d'une recherche de la compétitivité-prix à la recherche de la compétitivité-qualité pose néanmoins un redoutable problème de coordination. Du point de vue de l'entreprise individuelle, la logique de survie immédiate prime. Augmenter les salaires (pour nourrir la demande interne) ou accroître les impôts (pour financer les biens publics) représente un risque si les concurrents ne font pas de même. C'est un cas classique de dilemme du prisonnier : rationnellement, chaque acteur économique a intérêt à continuer de jouer la carte de la modération salariale pour préserver ses marges à court terme, même si cette stratégie conduit collectivement au suicide économique de l'Europe à long terme.

Ce qui manque donc au niveau européen est une solution collective à ce problème de coordination. Ce que le rapport Draghi suggérait en filigrane c'est que c'est à l'Europe, ou aux Etats membres le cas échéant, d'y apporter une solution. Pour sortir de l'ornière, l'Europe doit recréer artificiellement les conditions de la maladie de Baumol et rendre le travail coûteux, et non l'inverse. Cela forcerait les entreprises à aller à l'encontre de leur instinct actuel : la seule issue pour préserver les profits serait une fuite en avant vers l'innovation et la productivité et une montée en gamme.

Ce remède est douloureux, car il implique que les entreprises et secteurs qui ne peuvent survivre qu'en continuant de jouer la carte de la modération salariale doivent disparaître ou se transformer. Cela revient donc à accepter de laisser mourir certains « champions nationaux » pour rediriger le capital et le travail vers des secteurs à plus haute valeur ajoutée. Ces transformations sont coûteuses politiquement pour les gouvernements des Etats membres car elles impliquent des destructions d'emploi à court terme et que celles-ci ne sont pas sans coût pour les salariés de ces entreprises et secteurs concernés. Ce changement de braquet passe donc également par un filet de sécurité sociale robuste dans tous les pays européens, et par conséquent d'une certaine uniformisation de ce côté-là : pour que les populations européennes acceptent ces chocs, les Etats membres doivent continuer de jouer un rôle d'assureur en dernier ressort⁸.

Dans tout cela, le rôle des Etats membres va donc au-delà de la simple uniformisation des règles et du renforcement du marché intérieur, ils doivent activement se coordonner à travers une politique industrielle commune. Leur priorité doit d'abord être d'arrêter la compétition mortifère entre eux par les coûts et le nivellement par le bas qu'elle entraîne. Celle-ci a pu profiter à certains états membres, mais ultimement ne fait qu'appauvrir les autres et ses propres salariés. Ensuite, les Etats membres doivent réussir à accompagner l'émergence de nouveaux secteurs stratégiques et de nouveaux champions européens et non protéger les rentes héritées de leur passé industriel. Cela implique, comme nous le proposons dans [le rapport publié l'année dernière](#), une politique industrielle au niveau européen, et non des Etats membres, pour éviter une compétition tout aussi mortifère par les subventions. Cela passe probablement par un renforcement des Projets Important d'Intérêts Européens, un des rares outils de coordination au niveau européen que nous

⁸ Rodrik, D. (1998). Why do more open economies have bigger governments?. *Journal of political economy*, 106(5), 997-1032.

ayons aujourd'hui⁹, mais surtout la création d'un instrument complémentaire pour faire une politique industrielle au niveau européen et non pas à travers de nouvelles règles sur les aides d'Etat.

Ce nouvel outil de politique industrielle ne va pas sans la mise en place de nouvelles ressources communes européennes. Comme le rappellent Simone Vannucini et Olimpia Fontana, il n'y pas d'autonomie stratégique sans autonomie budgétaire¹⁰. Pour que l'Europe puisse déployer une force de frappe comparable à l'arsenal chinois ou à l'IRA américain, et notamment la mécanique des crédits d'impôt massifs qui l'a distingué, elle doit impérativement se doter d'une capacité fiscale propre assise sur les entreprises. C'est la condition sine qua non pour transformer l'impôt prélevé en investissement d'avenir. Si la discussion autour d'une « ressource d'entreprise » dans le [prochain programme budgétaire pluriannuel européen](#) pourrait y remédier, le défi est aussi psychologique. L'Europe doit cesser de jouer en défense, cherchant vainement à contourner la loi de Baumol par l'austérité, pour enfin passer à l'attaque.

Cyprien Batut

⁹ Di Carlo, D., Eisl A. and Zurstrassen, D. "Together we trade, divided we aid: Mapping the flexibilization of the EU state aid regime across GBER, IPCEIs and Temporary Frameworks", Policy Paper N°307, Jacques Delors Institute, November 2024.

¹⁰ Fontana, O., & Vannuccini, S. (2024). How to institutionalise European industrial policy (for strategic autonomy and the green transition). *Journal of Industry, Competition and Trade*, 24(1), 20.